
LE CANADA FRANÇAIS

Publication de l'Université Laval

Politique

ROME-BERLIN-TOKIO

I

L'accord Rome-Berlin-Tokio prétend viser à combattre le communisme : dessein louable ; et rien dans le texte n'y contredit. Les signataires s'engagent à se communiquer leurs renseignements sur l'activité de la Troisième Internationale ; ils offriront leur appui — ceci d'ailleurs prête davantage à l'équivoque — à tout autre pays que cette activité menacerait. Si d'aventure leurs rapports mutuels s'envenimaient, la formule est soigneusement calculée de manière à ce que l'accord puisse subsister en veilleuse, réduit à son sens littéral.

Rien non plus ne semble dirigé contre le gouvernement soviétique en Russie. L'Italie, et l'Italie fasciste, a été l'une des premières à le reconnaître *de jure* ; l'Allemagne, sous Hitler, a renouvelé le traité de Rapallo, venu à expiration deux ans auparavant. Aussi bien le Japon est-il le seul, parmi les contractants, qui possède avec l'U. R. S. S. une contiguité territoriale, le seul qui puisse envisager un corps à corps direct, sans remanier préalablement la carte des États voisins.

Mais alors, n'y a-t-il pas d'arrière-pensée ? Un simple échange d'informations justifie-t-il semblable fracas ? L'Allemagne ou l'Italie découvriront-elles jamais, sur les menées concrètes de Moscou, des secrets qui puissent vraiment rendre service au lointain Japon, et réciproquement ? Voyons plutôt, dans leur accord, une manifestation de solidarité idéologique et pratique. Les trois associés font

sonner haut le total de leur population et de leurs armements. Ils entreprennent en commun des campagnes pour une nouvelle répartition des colonies, pour un nouveau statut des minorités germaniques, pour un nouveau régime international de l'Extrême-Orient : singulière façon de lutter contre le communisme, que de commencer par inquiéter et diviser ses adversaires ! En voudrait-on, en réalité, à la démocratie ? Et Mussolini, pour qui hier « le fascisme n'était pas un article d'exportation », se déjuge-t-il, lorsqu'il proclame que « l'Europe entière sera fasciste » ?

II

Il faut s'entendre sur la valeur des mots. Nul n'a plus été déformé, en tous sens, que ceux de « bolchévisme » et de « fascisme ». Que l'on parle de communisme, je comprends ce qu'on veut dire ; mais si M. Hitler baptise le cubisme un « bolchévisme artistique », si les journaux nazis, à propos de catholiques, évoquent un « bolchévisme religieux », ils brandissent un épouvantail qui ne signifie rigoureusement plus rien. Pareillement, l'extrême-gauche appelle « fasciste » quiconque la contredit. Il en va de même des expressions « régime autoritaire » ou « totalitaire ».

Il y a toujours eu des régimes autoritaires, si l'on entend par là une forme de société où le pouvoir s'exerce d'en haut. Ils ont toujours alterné avec les régimes démocratiques, et l'histoire nous les montre beaucoup plus nombreux que ces derniers. Régime autoritaire, l'ancienne monarchie française : c'est-à-dire, aussi, qu'un tel régime ne s'identifie pas non plus avec le « despotisme » d'un seul, qu'il peut reposer sur un ensemble de lois respectées du souverain lui-même.— Le régime totalitaire semble chose plus récente, et pourrait bien constituer la grande erreur de notre temps : il prétend tout absorber dans l'État, jusqu'à la conscience individuelle ; il entre logiquement en conflit avec l'Église, qui réserve les droits de cette conscience, et pour qui « mieux vaut obéir à Dieu qu'aux hommes ». Un régime totalitaire est forcément autoritaire, mais non l'inverse.

L'après-guerre, après un triomphe momentané de la démocratie, a vu son déclin progressif dans une grande partie

du monde. De ce déclin, les régimes totalitaires ou simplement autoritaire ont bénéficié suivant les lieux. Il constitue sans doute le fait marquant de l'heure présente. Mais, à y regarder de plus près, le changement par rapport à 1914 apparaît moindre qu'au premier coup d'œil.

III

De tous les pays qui ont embrassé les nouveaux régimes, un seul, l'Italie, possédait avant la guerre un système libéral parlementaire. Encore s'agissait-il d'une nation jeune, née soixante ans auparavant en même temps que l'Allemagne, et où les particularismes régionaux survivaient ; le fascisme, comme en Allemagne, y constitue sans doute un phénomène de croissance ; l'unification définitive du pays, la formation d'un esprit national, le rendaient peut-être nécessaire. Plus neufs encore, les autres États de l'Europe centrale ou orientale, détachés de la Turquie depuis un demi-siècle — sauf la Grèce, où il faut compter le siècle entier — ou bien constitués, en 1919, sur les ruines de l'Autriche-Hongrie et de la Russie tsariste. Tous représentent d'anciennes minorités ethniques, l'Autriche, la Hongrie, et la Russie mises à part ; aucun d'entre eux n'avait de tradition gouvernementale. On se piquait sans doute, auparavant, d'imiter les institutions britanniques : une monarchie eût rougi si elle n'avait pu montrer aux visiteurs son Reichstag, sa Douma, sa Skoupechtina ; le Grand-Turc lui-même copiait feu Louis-Philippe, et la Chine expulsait le Fils du Ciel. Mais le pouvoir réel à Berlin, à Vienne, à Saint-Petersbourg, dans les Balkans se concentrait en peu de mains ; les souverains imposaient leurs directives personnelles ; le petit peuple, affranchi du servage la veille à peine, restait sous l'autorité des junkers, des magnats ou des boyards. Quant à l'Espagne, elle respirait, constitutionnellement, entre deux guerres civiles, et le Portugal passait de révolution en révolution.

Vinrent les Américains, qui crurent tout résoudre en généralisant la démocratie. Ils obéissaient à des réflexes d'écoliers. Pour eux, la démocratie incarne l'idéal, parce qu'elle seule leur donne leur âme collective : qu'enseigne-t-on aux immigrants, qu'exige-t-on des naturalisés, sinon le respect d'une Constitution républicaine et des lois qui

en découlent ? où trouveraient-ils ailleurs un terrain d'entente, eux qui tirent leur origine de vingt races, et qui professent cinquante religions ? *The world safe for democracy* : la formule garde même aujourd'hui sa magie à leurs yeux. Mais des républiques plaquées artificiellement ne pouvaient durer : elles contrariaient le génie des peuples ; hormis la Tchécoslovaquie, tous les anciens sujets des monarchies européennes sont revenus à des systèmes d'autorité. En revanche, le reflux s'est arrêté partout où vraiment la démocratie avait pris racine : la France a ses remous, en souvenir des longues agitations de son dix-neuvième siècle, mais les communistes doivent s'y camoufler en partisans de la liberté, et le duc de Guise condamne les dictatures ; quant à l'Angleterre, à la Scandinavie, à la Belgique et à la Hollande, à la Suisse, contrées d'ancienne tradition démocratique, les institutions représentatives n'y ont jamais été sérieusement menacées.

Entre les dictatures elles-mêmes, les analogies de méthode masquent souvent une différence d'esprit.

IV

Réserveons le cas du Japon, qui a toujours subi l'influence allemande, hier celle de Bismarck, aujourd'hui celle d'Hitler, mais où les vocables européens recouvrent une mystique de la patrie qui tient directement au polythéisme national.— Trois pays d'Europe se disent sciemment « totalitaires » : la Russie, l'Allemagne, l'Italie. Un terrible antagonisme les divise ; mais leurs doctrines procèdent en partie du même fonds.

Si l'on recherchait les ancêtres philosophiques de Lénine, on nommerait Rousseau, Hegel, Karl Marx, Georges Sorel ; pour Mussolini, on citerait Machiavel, Hegel et Georges Sorel encore ; pour Hitler, ce seraient Hegel, Gobinau, Houston Stewart Chamberlain. De là, un dénominateur commun, l'hégélianisme, et auparavant la théorie de la raison d'État ; mais aussi, des nuances considérables. Le totalitarisme, en Russie, se base sur une économie matérialiste, et supprime tout ce qui la contredirait. En Allemagne, il exprime une biologie, et restaure, en biffant vingt siècles de christianisme, la morale de la tribu. En Italie, il n'était jusqu'à ce jour qu'une politique, rejoignant celle

de la Renaissance et des grands cordottieri ; elle s'accommodait d'un empirisme aussi subtil que celui de la Grande-Bretagne ; elle célébrait, cependant, la Rome païenne, elle s'ingérait dans l'éducation ; depuis quelque temps, elle accentue son caractère doctrinal, et ce n'est pas sans doute un des moindres dangers de l'axe Rome-Berlin.

L'avènement des régimes totalitaires tient d'ailleurs en partie à des raisons psychologiques. Au temps où peu d'hommes lisaient, où les communications étaient lentes, la masse remettait volontiers à quelques professionnels le soin des affaires publiques. Comment disputer de ce qu'on ignorait ? Il n'en va plus ainsi. Les dictateurs fondent leur pouvoir sur l'opinion : ils doivent la guider, la fouetter sans cesse, trouver ce mélange d'ostentation et de simplicité qui charme le peuple, et que l'on n'obtient guère si l'on n'est du peuple soi-même ; il faut des parades, des coups d'éclat, une surexcitation continue ; et comme tout cela reste précaire, on en vient à vouloir façonner l'opinion dès sa naissance, à tout contrôler, l'école, les loisirs, à gonfler démesurément « le parti » pour absorber en lui n'importe quelle activité. Pente glissante, où les meilleurs ont peine à se retenir. En ce sens, il est bien vrai, le totalitarisme pousse la démocratie à l'extrême : comme le bonapartisme, sa première ébauche, il s'appuie sur un plébiscite, et s'en autorise pour justifier ses mesures de contrainte elles-mêmes.

Ramenant ainsi toutes choses à l'État, il supprime d'autre part certains inconvénients du libéralisme économique. Et ceci peut le faire paraître mieux adapté à l'évolution sociale. L'Italie a restauré les corporations. Ne confondons pas, toutefois, corporatisme et fascisme. On peut imaginer un corporatisme qui poursuivrait, comme fin ultime, non la collectivité, mais la personnalité humaine : ce serait celui que préconisent les Encycliques ; l'Autriche et le Portugal semblent essayer de le mettre en pratique. Qu'en valent les réalisations ? Temporelles et relatives par nature, elles peuvent avoir emprunté quelques détails au fascisme italien (et pourquoi pas ?) tout comme il peut advenir que sur l'échiquier international les dictateurs se rapprochent ; leur but, leur théorie de l'homme et de la société, n'en demeurent pas moins totalement différents.

Ailleurs, en Hongrie, dans les Balkans, on voit reflourir tout bonnement les régimes d'avant-guerre, avec leur façade

parlementaire et leur gouvernement personnel ; en Pologne, chez les Baltes, le pouvoir de l'armée cimente un édifice fraîchement bâti et qui n'est pas encore à l'épreuve des intempéries ; en Amérique latine, le Brésil prend modèle sur le Portugal, et si des formules d'autorité triomphent en Espagne, elles peuvent faire école parmi les dictateurs des Républiques hispaniques. Autant de peuple, autant de Constitutions. Mais le vrai fascisme est rare, et les alliances se dessineront pour des raisons d'intérêt beaucoup plus que d'idéologie.

V

Par leur accord, l'Allemagne, l'Italie, le Japon peuvent conjuguer leur propagande doctrinale : de fait, on a l'impression d'une Internationale d'un nouveau genre, rivale de l'autre, et qui a ses agents conscients ou non en tout pays. L'anti-communisme peut lui rallier des faibles, qui n'auraient pas d'autre recours ; et elle ne se prive pas de peindre en rouge le visage de ses adversaires. Elle peut espérer une revanche sur la Société des Nations, avec laquelle tous ses membres ont eu maille à partir. Mais ce ne sont là que des moyens, destinés à servir des ambitions concrètes.

Les circonstances ont beaucoup fait pour créer une telle solidarité. L'Allemagne a facilité la résistance italienne lors des sanctions ; et la querelle d'Éthiopie lui a permis de réoccuper la Rhénanie sans coup férir. En ce moment, le Japon se taille un Empire grâce aux complications européennes, qui rendent impossible à qui que ce soit d'intervenir pour l'arrêter : et sans doute, à ce point de vue, l'Allemagne et l'Italie jouent gros jeu ; elles en ont conscience ; c'est hier que Mussolini dénonçait le péril jaune ; mais elles espèrent que leur associé leur laissera quelques miettes, et tout se passe comme si elles se résignaient d'avance à lui voir engloutir le reste. Se répartir les zones d'influence : au Fuhrer, l'Europe du Centre et de l'Est, plus les colonies ; au Duce, la Méditerranée et la mer Rouge ; au Japon, l'Extrême-Orient ; fixer chacun sur un point les antagonistes, de manière à ce que le partenaire ait les mains libres : le jeu peut réussir quelque temps ; il peut convenir à l'ingéniosité d'une diplomatie machiavélique.

Sous un autre aspect, il se prête admirablement aux méthodes démagogiques d'un Hitler. Rappelons-nous ces méthodes, telles qu'elles lui ont valu la conquête de l'Allemagne. Parler de guerre civile, sans la risquer ; impressionner par le déploiement de sa force et par des brutalités verbales ; se donner comme le seul ennemi réel du bolchévisme, discréditer les modérés, faire peur aux uns, diviser les autres, flatter les illusions des troisièmes ; s'introduire au pouvoir sous prétexte d'une « expérience » à tenter ; puis lever le masque, et se débarrasser de tous les obstacles l'un après l'autre : voilà, trait pour trait, ce que la politique internationale des nazis reproduit aujourd'hui. Les hésitations des démocraties, leurs luttes intérieures, leur volonté trop ouvertement déclarée de ne point recourir aux armes, lui ont facilité jusqu'à présent la tâche, non moins que les équivoques entretenues par Moscou ; au train dont on va, l'Allemagne pourrait, sans conflit sanglant, accomplir les rêves les plus fous du pangermanisme, et remanier la carte de l'Europe comme elle l'aurait fait si elle avait gagné la guerre. . .

C'est cette perspective, qui limite l'accord Berlin-Rome-Tokio. En certains endroits les zones d'influence chevauchent. Tant qu'ils s'occuperont ailleurs, les associés s'entendront ; ils semblent bien avoir volontairement détourné leurs yeux de l'Autriche ; une Allemagne s'étendant jusqu'au Brenner, ou même simplement une « Allemagne de quatre-vingts millions d'habitants », deviendrait pour l'Italie un voisin peu confortable ; et combien de temps le Japon s'abstiendra-t-il de léser leur intérêt à toutes deux ? L'accord est solide, on nous le crie, admettons-le ; ses avantages immédiats paraissent trop évidents pour qu'on renonce si vite à le faire fonctionner. Mais demain ? dans cinq ou dix ans ? il n'y en a que trois depuis que se scellaient les accords de Stresa, en sens contraire. L'Allemagne évitera sans doute les fautes qu'a commises après Stresa l'Empire britannique. Mussolini, d'autre part, semble caresser la chimère d'un coup d'État fasciste en France, tout comme Hitler caresse celle de troubles communistes qui lui vaudraient le rôle d'un sauveur : et cette double chimère caractériserait bien la divergence de leurs aspirations ; si pour l'un l'adversaire à réduire c'est la France, et pour l'autre, malgré toutes les campagnes de presse, l'Angleterre. . .

Il se peut aussi que les démocraties européennes se ressaisissent, et il ne faudrait pas grand'chose pour regrouper autour d'elles tous les petits États ; car enfin, à certaines prétentions, elles devront bien répondre non. Fasse le Ciel qu'à ce moment leurs interlocuteurs ne se soient pas engagés trop avant pour reculer, et que le chantage à la guerre, comme en 1914, ne déchaîne pas la guerre elle-même !

Auguste VIATTE.